

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

AILRC-FR

Index AI : AMR 41/055/2013

30 août 2013

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



## **Mexique. Les proches de victimes de disparitions forcées ne voient toujours aucun résultat**

« Quand le gouvernement du président Enrique Peña Nieto va-t-il traduire en actes ses nombreuses promesses de tolérance zéro face aux disparitions, et se mettre à la recherche des victimes ? », a demandé Amnesty International à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées.

Le 26 août dernier, le parquet général a annoncé la création d'un système proposant de récompenser quiconque est en mesure de fournir des informations sur le lieu où se trouvent des personnes disparues. « Nous déploierons tous les moyens possibles et imaginables afin de retrouver les personnes disparues », a assuré l'institution.

La réalité sur le terrain ne lui donne cependant pas raison. Des disparitions forcées, c'est-à-dire dans lesquelles des représentants de l'État sont impliqués, continuent à survenir, ainsi que des disparitions attribuées à d'autres acteurs. Les efforts visant à déterminer, par le biais d'enquêtes, ce qui est advenu des victimes paraissent très limités.

Le cas de quatre personnes arrêtées par des membres de la marine mexicaine, semble-t-il, puis disparues à Nuevo Laredo entre le 29 juillet et le 3 août, en fournit un parfait exemple. Les tentatives du parquet et d'autres instances visant à faire la lumière sur ces affaires et à retrouver les victimes sont timides et inefficaces. Des éléments probants attestent l'implication des forces armées dans ces nouveaux cas de disparitions forcées. Malgré cela, les enquêtes n'avancent pas.

Armando del Bosque Villarreal, 33 ans, est l'une des victimes. Son père a parlé à Amnesty International. « J'ai vu un groupe de marins lourdement armés faire sortir mon fils de sa voiture. Plus tard, un capitaine m'a dit qu'ils l'avaient interrogé, mais il a ensuite ajouté qu'il n'avait pas été incarcéré. De nombreuses personnes, dont deux policiers, ont pourtant été témoins de son arrestation. J'ai porté plainte auprès du parquet, qui n'a toujours pas diligencé d'enquête ni lancé de recherches. »

« Ici il se passe beaucoup de choses moches avec la marine, mais les gens ne sont pas soutenus lorsqu'ils veulent porter plainte et ils souffrent seuls chez eux. »

Le gouvernement doit changer sa stratégie consistant semble-t-il à désigner le crime organisé et les délinquants comme seuls responsables de la crise des disparus. En réalité, nombreux sont les cas de disparitions dans le cadre desquels des fonctionnaires sont impliqués, comme celui de Nuevo Laredo, et rien n'est fait pour retrouver les victimes ni amener les responsables présumés à rendre des comptes. L'inaction et le silence du gouvernement face à ces affaires sont inexcusables.

Les récompenses annoncées par le parquet pourraient permettre d'obtenir des informations utiles dans certains cas, mais elles ne résoudront pas le problème de la médiocrité des enquêtes menées par les autorités elles-mêmes. Cela reste le principal obstacle aux efforts visant à établir la vérité et à retrouver les victimes, et c'est l'impunité garantie dans la grande majorité des cas. Pour obtenir des avancées, il est essentiel de réviser dans les meilleurs

délais l'ensemble de ces cas, de manière impartiale et approfondie, et avec la participation de la famille.

Les proches, eux aussi victimes de ces crimes, méritent que le gouvernement respecte l'obligation qui lui est faite de déployer tous les efforts requis pour retrouver les disparus, établir la vérité et traduire les responsables présumés en justice.

### **Complément d'information**

Amnesty International a mis en ligne une vidéo réalisée avec des parents de personnes ayant disparu ces dernières années. Elle se trouve à l'adresse suivante : <https://adam.amnesty.org>  
L'organisation a également publié un communiqué de presse international sur les disparitions forcées en Amérique latine : <http://www.amnesty.org/es/for-media/press-releases/desapariciones-forzadas-terrible-realidad-america-2013-08-30>

En juin 2013, Amnesty International a diffusé un rapport intitulé *Mexico: Confronting a nightmare: Disappearances in Mexico*, qui se trouve à l'adresse ci-après : <http://www.amnesty.org/en/news/mexico-relatives-disappeared-deserve-more-promises-2013-06-04>

En mai 2013, le gouvernement fédéral a fait circuler une liste de plus de 26 000 personnes signalées comme disparues ou séquestrées entre 2006 et 2012. Les autorités n'ont toujours pas passé ces informations en revue afin de déterminer quelles personnes manquaient encore à l'appel, que des agents de l'État aient joué un rôle direct ou indirect dans leur disparition ou qu'elle soit imputable à des criminels.

Si les disparitions se sont multipliées au cours du mandat présidentiel précédent, Amnesty International a recensé de nouveaux cas de disparition forcée depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Dans tous les cas, l'impunité reste une constante.

/FIN